

Le Burundi déclare persona non grata trois experts de l'ONU

@rib News, 10/10/2016 - Source AFP Les autorités du Burundi ont déclaré persona non grata trois experts des droits de l'homme des Nations unies, qui avaient accusé le gouvernement de Bujumbura d'être responsable de "violations graves" des droits et prévenu de risques de génocide. Dans un courrier envoyé par le ministre des Affaires étrangères Alain Aime Nyamitwe, le gouvernement burundais fait part de sa décision, qui prend effet immédiatement. [Photo : Pablo de Greiff, Maya Sahli-Fadel et Christof Heyns, ont été déclarés "persona non grata" au Burundi]

Le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric a exprimé la désapprobation des Nations unies face à cette interdiction qui vise le Colombien Pablo de Greiff, le Sud-Africain Christof Heyns et l'Algérienne Maya Sahli-Fadel. "Il est crucial que le Burundi et tout autre pays coopèrent totalement avec le mécanisme de protection des droits de l'homme de l'ONU, y compris en travaillant avec ceux qui le représentent", a souligné M. Dujarric. Il y a quelques jours, Bujumbura a annoncé avoir entrepris de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI), ceci une semaine après l'ouverture d'une enquête de l'ONU sur les violations présumées des droits de l'homme commises dans le pays depuis avril 2015. La procureure de la CPI a elle-même lancé en avril un examen préliminaire sur des meurtres, tortures et viols notamment, dans ce pays de la région des Grands lacs, tandis que le 20 septembre, un rapport de l'ONU a accusé Bujumbura d'être responsable de graves violations des droits, systématiques et constantes. Ce rapport rédigé par les trois experts bannis avait en outre mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanité" et un "grand danger de génocide". Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année au terme d'une élection boycottée par l'opposition. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit discuter de cette crise jeudi, et entendre notamment un rapport de son envoyé dans le pays Jamal Benomar.